

L'opposition burundaise propose une feuille de route de sortie de crise

RFI, 31 mai 2011 Les violences attribuées aux bandits armés par le gouvernement burundais et une nouvelle rébellion par l'opinion, se sont multipliées depuis des mois. Lundi 30 mai 2011, l'opposition burundaise, regroupée au sein de l'Alliance démocratique pour le changement, a appelé, au cours d'une conférence de presse, le pouvoir à ouvrir des négociations directes avec elle, pour éviter que la multiplication de ces accrochages armés ne provoque le chaos et l'anarchie.

La situation politico-sécuritaire du Burundi est devenue extrêmement alarmante, juge le président en exercice de cette coalition Léonard Ntindikumana qui explique qu'il n'y a qu'une seule solution pour en sortir. « Il n'y a pas plus de négociations directes entre, d'une part, le pouvoir en place et le parti qui le soutient et de l'autre les partis membres de l'ADC-Ikibiri », annonce-t-il. Mais l'ADC-Ikibiri pose ses conditions. Elle demande au pouvoir burundais de créer d'abord un environnement favorable aux négociations. Il s'agit notamment de favoriser le retour en toute sécurité des leaders de l'opposition en exil et de libérer les prisonniers politiques qui dépassent aujourd'hui les cinq cents. Cette étape franchie, les deux parties vont alors attaquer aux vraies négociations qui devraient porter, entre autres, sur la question de gestion des corps de défense et de sécurité, une bonne préparation des élections de 2015 et enfin il faudra déterminer si le pouvoir actuel reste en place ou si l'on organise des élections anticipées. Aujourd'hui l'opposition pense que le pouvoir burundais n'a pas d'autre choix que d'accepter sinon, explique Léonard Ntindikumana, il va rester dans un face-à-face avec son opposition armée, avec tout ce que cela signifie. « Cela veut dire qu'il va y avoir des violences à travers tout le pays. Le chaos et l'anarchie vont surtout que nous sommes aujourd'hui dans un contexte économique et social très tendu », a-t-il affirmé.